



# la jeune république

organe du socialisme personnaliste

## AU-DELA DES MUNICIPALES

**L**e mouvement de la Jeune République s'est toujours efforcé de prendre en compte les réalités du moment et de proposer des solutions concrètes aux défis d'ordre économique, politique et moral d'une situation donnée.

Pour ce faire, il s'appuie sur une histoire, dont les temps forts, les plus dramatiques, ont exigé des initiatives isolées, apparemment sans avenir, comme il s'est produit à la charnière des années 1940-41.

Cette longévité sans éclat ne peut s'expliquer que par des motivations tenaces. Ceux qui sont nés en 1912, telle la J.R., sont invités à prendre leur retraite. Nous, nous persistons et signons. Des historiens ont révélé notre participation modeste mais continue au rassemblement puis au succès des forces de gauche, sans exclusive. Le principe, souvent rappelé par le P.S., selon lequel il ne peut exister, dans ce secteur de l'opinion que deux partis, a entraîné une mise en veilleuse. Marc Sangnier, déjà, avait tenté une "trouée" contre ce "mur du silence", persuadé de l'apport constructif et original de la Jeune République.

Le Socialisme Personnaliste sert de levier à notre militantisme. Différent du marxisme, il ne rejette pas ses éléments positifs, pour comprendre et pour transformer la société. Il n'entend pas le dépasser, comme certains théoriciens ambigus d'avant-guerre, mais l'enrichir en présentant des perspectives occultées. Exemple, ce postulat de Marx : "L'essence humaine est l'ensemble des rapports sociaux."

L'individu, cette abstraction, ne recevrait consistance que des rapports sociaux. Les personnes ne seraient que des "supports d'intérêts" dans une structure de classe. Une dialectique des conflits ferait avancer la société vers une satisfaction des besoins les plus élémentaires jusqu'aux plus élaborés. Des affrontements de masse doivent permettre de parvenir à ce bonheur pour tous, aux dimensions mondiales : dans ce but, les SS 20 attendent de pied ferme les Pershing II, ce stade suprême du capitalisme. L'arme atomique ne choisit toutefois pas ses victimes selon des critères de classe.

Le socialisme personnaliste œuvre pour la paix, sans fichier, a priori, les bons dans un camps et les

méchants dans l'autre. Il a mûri dans le prolongement d'une histoire vécue, c'est-à-dire d'actes politiques datés et signifiants. Il se développe à partir d'une analyse d'éléments nouveaux.

Cette conception politique rejette la vieille étiquette de "spiritualiste", concept inconsistant qui avait pour objet, notamment pendant les années 30, de rejeter sans discernement le matérialisme bourgeois et le matérialisme, d'acception différente, des partis ouvriers. Loin de dissocier l'âme du corps, nous préférons insister sur le dynamisme pluri-relationnel de la personne et sur son unicité, d'où elle tire une valeur incompatible avec les systèmes d'exploitation et d'oppression.

Objectif fondamental — au delà du politique mais avec lui — : la personnalisation du sujet. L'individu ne se forme pas seulement dans le cadre des rapports sociaux. La personne se construit par le moyen privilégié du langage, dans une multiplicité des relations interpersonnelles. La dimension culturelle — aux fortes résonances émotionnelles — recouvre, dépasse, oriente l'infrastructure socio-économique et ses forces de production.

Cette montée au pinacle de la parole créatrice d'identité ne va pas sans conséquences pratiques dans la défense et l'extension de la démocratie, à tous les niveaux. Au siècle de la télécommunication la plus sophistiquée, il s'agit de favoriser les communications les plus proches dans les assemblées locales mais aussi dans le couple, entre les générations et parmi les milieux les plus différents. L'aggravation des violences et de la drogue montrent l'imbrication des problèmes de société avec ceux de la vie privée, ne serait-ce que par le biais de la législation, et l'importance des réponses personnelles aux mesures prises par l'Etat.

Le Socialisme Personnaliste, rappelons-le, est un optimisme, donc une lutte. Une lutte pour la vie. Non pas celle du plus fort mais, au contraire, la vie des plus démunis, dans les cités de transit comme dans les résidences du XVI<sup>e</sup> arrondissement. Son projet dépasse les limites des élections municipales.

Claude-Roland SOUCHET

## LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :  
**Jean Pralong**

Rédactrice en Chef, mise en pages :  
**Marcelle Leconte-Souchet**

Rédaction - Siège Social  
Administration :

**Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE**  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71  
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris  
Dépôt légal n° 2181 - 3-83

## NOTRE COMBAT

**POUR  
une République  
Socialiste  
et Démocratique  
au service  
de l'Homme,  
vous intéresse.**

**ADHÉREZ  
A NOTRE PARTI**

## COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	<b>240 F</b>
2 500 F	<b>300 F</b>
3 000 F	<b>360 F</b>
4 000 F	<b>480 F</b>
5 000 F	<b>600 F etc.</b>

**ABONNEMENT A REVUE en sus :**  
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

**Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE**  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71

## SURARMEMENT : CAUSE de CHOMAGE et d'INSECURITE

par **Jean Pralong** Vice-Président

« f

aites la paix, sinon faites un roi » disait Marcel Sembat, député socialiste, autrement dit : la course aux armements est une cause majeure d'insécurité. Fardeau écrasant, le surarmement aggrave l'insécurité économique et sociale.

Le général Eisenhower, en 1963, déclarait avoir appris que la sécurité des Etats-Unis dépendait non seulement des dépenses d'armement mais aussi, globalement, de la puissance économique, intellectuelle, morale, du pays.

Plus de 600 milliards ont été consacrés, en 1982, au surarmement dans le monde, dont 231 milliards pour les seuls Etats-Unis. Il s'agit d'un véritable cancer qui ronge le tissu économique et social de la Communauté internationale.

L'endettement des pays du Tiers-Monde dépasse 600 milliards de dollars, ce qui risque de provoquer l'écroulement du système bancaire et monétaire mondial. Pourtant, on ne peut dire que le développement des pays du Tiers-Monde ait particulièrement progressé : "s'armer, c'est appauvrir l'humanité et non assurer sa sécurité", notait le rapport de la Commission Brandt. N'est-il pas choquant, effrayant, de constater que tant de ressources, par nature limitées, et l'activité de tant d'hommes, soient consacrées à des entreprises de destruction et de mort, sans que la sécurité mondiale ne s'en trouve le moins du monde améliorée, au contraire.

Le problème numéro un, qui se pose dans les temps présents, est celui du dénuement de centaines de millions de personnes qui manquent de nourriture, de soins de santé, de possibilités d'instruction et, en priorité, de travail. Pour cela, la sécurité internationale ne saurait se concevoir sans de grandes coopérations organisant la solidarité internationale des hommes.

Les évêques américains, des églises protestantes, en prennent conscience, élèvent la voix, pour déclarer et affirmer que la recherche d'engins toujours plus meurtriers est en train de dégrader la science et qu'une guerre nucléaire possible ne saurait être légitimée.

C'est M. Bow, directeur général de l'UNESCO, qui déclarait, lors de la session extraordinaire des Nations Unies, du 7 juin au 9 juillet 1982 à New York : "D'immenses ressources sont ainsi gaspillées (en armement), en pure perte, car elles n'améliorent même pas la sécurité de ceux qui les concentrent, puisque les équilibres militaires tendent simplement à s'établir à des niveaux de plus en plus élevés.

"La guerre doit désormais cesser d'être considérée comme un moyen de résoudre les différends particuliers entre nations ; elle doit être affrontée comme un fléau commun qui menace de se retourner indifféremment contre les uns et les autres, et même contre ceux qui pensent pouvoir la gagner pour un temps, et face auquel il est urgent de s'unir tous ensemble".

Les coûts, continuellement en progression, des programmes d'armement sont

générateurs d'inflation.

Une large part des techniques développées dans l'industrie des armements prive le secteur civil d'innovations utiles pour son développement. Des industries (aérospatiale, mécanique, électronique et constructions navales) ne peuvent disposer d'ingénieurs et de techniciens supérieurs sacrifiés aux intérêts qui permettent au marché de l'armement de poursuivre son essor.

Toutes les civilisations portent en elles cette lutte entre la création et la mort, l'épanouissement de l'humain et sa fin. Mais jamais, nous devons le constater, dans l'aventure humaine, les limites du possible n'avaient été à un tel point dépassées. Des milliers de savants travaillent dans l'industrie de l'armement, alors que des pays souffrent d'un manque aigu de cadres. Il est faux que l'industrie des armes soit un agent de croissance économique à long terme, car une bonne partie des profits apportés par cette industrie se sont révélés vains. Tant du point de vue social que du point de vue économique : les dépenses militaires reviennent cher. Les pouvoirs publics qui assument la charge des dépenses militaires, ne peuvent disposer des ressources indispensables pour des investissements économiques et sociaux prioritaires. Comment, par des réductions fiscales, encourager le secteur privé à procéder à des investissements ?

Si l'on se place du point de vue du Tiers Monde, le transfert intense d'armes aux pays en développement — 500 milliards de dollars par an dont les trois quarts sont le fait des grandes puissances industrielles — est l'un des aspects inquiétants, non seulement en ne permettant pas le développement économique et social de ces pays, mais en leur fournissant des armes, ils interviennent directement dans les conflits : cent conflits de petite envergure depuis la deuxième guerre mondiale ont favorisé des dictatures militaires et des coups d'Etat, dans l'intérêt des fournisseurs d'armes.

La priorité pour un Etat socialiste est de prendre l'initiative d'une limitation dans la course aux armements. L'effort militaire de la France ne se ralentit pas. C'est la thèse affirmée, aujourd'hui, après un an et demi d'exercice de ses fonctions par le ministre français de la Défense nationale M. Charles Hernu. Même si le budget de la Défense nationale doit passer entre 1982 et 1983 de 15,5 % à 15,1 % des dépenses publiques, ce tassement des crédits ne saurait faire oublier, affirme M. Hernu, que la part du budget militaire restera d'une année sur l'autre, à environ 3,9 % du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.) devenu référence nationale en France.

Comment ne pas admettre qu'un gouvernement socialiste ne peut se maintenir et réaliser le programme promis aux électeurs, s'il continue à dépenser dans la course aux armements ? S'il n'est pas question de désarmer unilatéralement, pourquoi ne pas se prononcer fermement contre un surarmement ruineux ? La détente est la condition du désarmement.



## TERRASSER LE CHOMAGE, EST-CE POSSIBLE?

notre réponse est :  
**OUI, TOUT DE SUITE**

par Gérard Brissé  
Secrétaire Général Adjoint

**L**e chômage est notre préoccupation première. Prétendre que l'on va le juguler dans les mois qui viennent avec les moyens actuels relève de la naïveté!

En effet, la crise que nous subissons n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Les causes? Elles sont à multiples facettes. La principale est l'extension accélérée de la **révolutionnisme**, autrement dit de la révolution technologique. L'introduction de l'électronique, de la robotique, de l'informatique, de la télématique, de la bureautique, de la productique, de la créatique, de la bionique, crée certes des emplois, mais elle en supprime plus qu'elle n'en crée. Les postes de travail ainsi créés sont de plus en plus "pointus", de plus en plus qualifiés, exigent une formation de base élevée et très polyvalente.

En contrepartie, des pans entiers de notre économie s'effondrent à grand fracas. Depuis des générations, les recrutements s'opéraient dans des industries dites de main d'œuvre, sur des postes à caractère répétitif. C'était dans l'ordre des choses : on passait des travaux des champs à l'usine, de la campagne à la ville.

Brusquement, en mois d'une décennie, tout cela s'est écroulé ; des familles entières se sont retrouvées à la rue, condamnées à la mendicité publique, sans grand espoir de reconversion, parce que leur faible niveau de culture générale, l'absence de mobilité, la hantise du déracinement, ne leur ont pas permis de s'adapter.

### La révolutionnisme n'en n'est qu'à ses débuts

Il serait vain de vouloir l'arrêter. La concurrence internationale ne nous le permet pas. Nous sommes condamnés à survivre, à évoluer.

Mais il y a grand risque, qui passe par la frontière entre le peloton de tête, une minorité agissante qui suivra tant bien que mal, qui accèdera au partage des richesses, et une masse sans cesse élargie d'exclus, de parias, qui demeurera toujours en dehors du mouvement.

**Avec deux conséquences** : la formation d'une supercaste de nouveaux technocrates, "nomenklatura du savoir", superprivilegiés de la fortune et de la sécurité, qui détiendra le pouvoir, et dont l'ouvrage de François de Closets : "Toujours plus", ne donne encore qu'une idée très imparfaite ; et puis l'immense cohorte des laissés-pour-compte du progrès, maléable et rebelle, corveable et oisive tout à la fois, bataillon de paumés à mentalité d'as-

sistés, condamnés à ramasser les miettes du "fast-food" technologique

### Existe-t-il des remèdes? Oui, mais il faut faire vite. Demain, il sera trop tard!

Le phénomène qui a conduit à la situation actuelle, socialement et économiquement très explosive, a été remarquablement analysé par Jacques Ellul dans son dernier livre : "Changer de révolution" (Ed. du Seuil).

Jacques Ellul a le mérite de replacer le marxisme dans son contexte historique. Il le décrit en fait comme un messianisme très séduisant s'appuyant sur les réalités de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais qui par la suite a fait fiasco. Le marxisme a en effet échoué dès lors qu'il a été perverti par Lénine puis par Staline. La révolution mondiale selon Karl Marx devait se développer à partir des pays les plus industrialisés, dont l'Angleterre et l'Allemagne. Or, c'est tout le contraire qui s'est passé. La Russie, puis la Chine furent ses bases de départ. Mais comme ces pays à l'économie essentiellement rurale ne disposaient pas de prolétariat au sens marxien du terme, on n'a rien trouvé de mieux que d'en créer un.

La première révolution industrielle a suscité un vaste mouvement migratoire des campagnes vers les villes, parce qu'il fallait des bras pour faire tourner les machines et que plus il y avait de machines, plus nombreux devaient être les bras. Pour réaliser les grands travaux nécessités par la Nouvelle économie politique soviétique, ou le Grand bond en avant chinois, on n'a pas hésité, à travers les immenses camps de travail du goulag, à susciter "un inéluctable prolétariat".

Seul, Mao Tse Tong a compris le danger et à travers le mouvement des communes populaires, puis la révolution culturelle qui envoya aux champs les citoyens des villes, il tenta de faire éclater ce monstrueux dispositif. Mais ses tentatives se soldèrent par un échec, parce que nulle art, on n'a échappé au phénomène d'accumulation du capital d'une part, et, de l'autre, de la concentration industrielle.

Dans les pays occidentaux, l'accumulation du capital s'est réalisée à travers l'entreprise privée. A l'Est, le Parti communiste a pris les choses en mains : au capitalisme privé on a substitué un capitalisme d'Etat.

### L'apparition de la révolutionnisme,

liée étroitement à la miniaturisation des outillages, à l'automatisation et à l'exploitation puis à la diffusion rapide de l'infor-

mation, engendre un mouvement en sens inverse : les investisseurs misent sur le matériel et non plus sur des "gros bras", dont ils n'ont que faire. Elle favorise ce que nous annonçons dès 1963 et confirmons en 1967-68 : la transformation du tissu industriel, des gros consortiums, en petites unités autonomes, largement robotisées et informatisées.

Du coup, la dualité sociale patronnat-prolétariat cède progressivement la place à une structure sociale plus complexe, avec, au sommet, une super technocratie privilégiée, à la base un "lumpenproletariat", de plus en plus ample, masse incontrôlée et difficilement contrôlable de marginaux, avec, entre les deux, des classes moyennes à mentalité mi-progressiste, mi-conservatrice et qui, tout en proclamant un "libéralisme" de bon aloi, sont surtout attachées au maintien de leur niveau de vie et à leur sécurité dans leur existence de tous les jours.

### Les solutions? Elles passent par un double constat

D'un côté, nous l'avons dit, s'élargissent des plages de plus en plus larges d'exclus. Sur ce phénomène de paupérisation d'un "quart monde" en pleine expansion, sept organisations caritatives, reçues le 24 janvier dernier par le Président de la République, ont attiré l'attention du Premier magistrat sur l'ampleur du phénomène. Plusieurs millions de personnes se trouvent, en raison du chômage, totalement ou partiellement privées de ressources, pour certaines d'entre elles au seuil de la pauvreté absolue. Leur sort sera encore aggravé prochainement par les restrictions apportées aux allocations versées par les Assedic.

**La détresse matérielle, morale et psychologique de ces personnes** ne favorise pas leur réinsertion, loin de là. Progressivement, bon nombre d'entre elles évoluent vers la clochardisation-renoncement ou vers la délinquance-révolte. Il n'est pas étonnant que l'insécurité suscitée par ce fléau se développe à vitesse grand V. Tenter de la combattre par la répression comme le préconisent certains ne résoud pas le problème, mais contribue plutôt à l'aggraver.

D'un autre côté, la révolutionnisme est une grande dévoreuse de compétences, je veux dire par là que si les gens veulent s'adapter, ils devront faire effort pour acquérir, en permanence toute leur vie durant, les connaissances, un bagage culturel et technique de plus en plus étendus.

Sur le premier point, le Parti socialiste avait raison en mai 1981 de réclamer une relance de la consommation dite "popu-



laire". Mais le gouvernement s'y est pris de la pire manière qui soit pour faire passer ce généreux projet de la théorie à la pratique.

Il a largement favorisé la hausse des salaires, relevé les plus bas revenus, augmenté les prestations familiales et sociales. Mais, comme un bien engendre souvent un mal, il a alimenté l'inflation, creusé le déficit budgétaire de l'Etat déjà amorcé sous le précédent gouvernement, accru les charges des entreprises en hausse constante depuis 1974, déséquilibré la balance commerciale en faisant pencher le fléau du côté des importations.

**Existait-il d'autres moyens d'accroître le pouvoir d'achat tout en jugulant l'inflation et en étant pourvoyeur de justice sociale?**

Eh bien oui! Il suffisait de provoquer une relance sélective de la consommation en injectant dans la masse monétaire une monnaie de consommation destinée à acquérir à l'exclusion de tout autre usage, des biens dits de grande consommation, largement disponibles sur le marché ou susceptibles de le devenir à court terme.

Autrement dit, on instaurait un double circuit monétaire, l'un, l'actuel, permettant d'acquérir des biens de luxe et de demi-luxe, rares sur le marché, donc chers, et de rémunérer les échanges extérieurs, l'autre, donnant accès exclusivement à certaines denrées ou services de consommation dite courante. Le support pouvait fort bien en être la monnaie électronique déjà mise en service à titre expérimental (à Bourg-en Bresse, à Caen, à Nantes), par divers organismes bancaires, dans le souci de supprimer les "chèques en bois", c'est-à-dire les petits chèques émis par les salariés, par anticipation de quelques jours sur leur paie de fin de mois. A défaut, l'usage d'une nouvelle carte de crédit (type "carte bleue" ou autres) faisait l'affaire. Pour atteindre sa pleine efficacité, cette monnaie de consommation doit être attribuée à chacun, de la naissance à la mort, indépendamment de ses autres revenus et constituer l'amorce d'un authentique revenu social garanti.

**Les avantages induits par cet incomparable instrument de justice sociale,**

qui introduit un droit à la subsistance, sont les suivants : relance de la production des biens dits "de grande consommation", mais aussi, par ricochet, des biens et services de luxe ; instauration d'une sorte de "minimum vital" pour tous, sans pour autant tomber dans le piège de l'uniformisation ou de la consommation à sens unique. Autrement dit, le consommateur conserve son entière liberté de choix.

Sur la base du revenu social garanti qui trouverait sa contrepartie dans la notion de service social, il serait possible de créer une multitude d'emplois d'utilité sociale ou locale, de donner un nouvel essor à des petites et moyennes entreprises, de développer considérablement le partage du travail (postes à temps partiel) et surtout de jeter les fondements d'une authentique formation permanente, d'accomplissement personnel autant que technique ou professionnelle. Ce qui revient à élaborer un projet d'action culturelle à la hauteur des nécessités de la révolution de civilisation actuelle.

**Droit à la subsistance, droit à l'insertion sociale et à la formation permanente**

sont appelés à se substituer au trop classique et hypocrite "droit du travail".

La révolutionnaire? Nous n'avons pas à la redouter mais au contraire il nous faut saisir à pleines mains et surtout à pleins cerveaux l'extraordinaire espoir de libération et d'accomplissements personnels qu'elle nous offre. Mais elle remet aussi largement en cause nos institutions, une politique fiscale dépassée, une conception figée de l'éducation, un ordre mondial au bord du krach financier et du clash nucléaire, tous concepts et structures forgés au début de ce siècle.

(à suivre)

Gérard-Henri BRISSÉ

**CEUX QUI NOUS QUITTENT**

**Louis COLIN**  
(Charente Maritime)

Louis Colin, né en 1894 —retraité de l'Education nationale, vient de mourir. Ce compagnon de Marc Sangnier a participé aux Congrès Internationaux pour la Paix de Bierville.

**SOUSCRIPTION**

Nom et adresse + n° du département

Nom et adresse + n° du département

Nom et adresse + n° du département

**LE SOCIALISME PERSONNALISTE ?  
C'EST UN SOCIALISME  
QU'IL FAUT INVENTER  
POUR QUE LA PERSONNE PUISSE  
S'Y ÉPANOUIR EN PLÉNITUDE**

# CHANGEMENT ET ESPERANCE

par Roger Vinel

**P**ersonne de bonne foi ne saurait nier que le gouvernement de la gauche a beaucoup entrepris et beaucoup réalisé.

Retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, aménagement du temps et des cadences de travail, loi "Auroux" sur les droits nouveaux des travailleurs, aide à l'installation des jeunes agriculteurs et à l'agriculture en général (aucun n'a apporté un tel soutien et doté les agriculteurs de tels crédits). En Aveyron, il faut souligner la victoire des paysans du Larzac, après une lutte courageuse et exemplaire de dix années.

Voilà certaines réformes parmi d'autres, telles les nationalisations et la décentralisation au service des communes. De plus le blocage des prix a été une réussite technique. Pour la première fois en France, depuis 1978, le taux d'inflation est inférieur à 10 %. Et la création du livret rose doit protéger l'épargne populaire après que les plus défavorisés aient vu le SMIC augmenter. Des mesures sont envisagées pour l'artisanat et les petites entreprises. Si l'on pense qu'en novembre, la fuite des capitaux français à l'étranger était évaluée à 77 milliards et le séjour dans les banques suisses à 600 milliards, on peut estimer que le bilan de l'action gouvernementale est positif.

Enfin, les mesures sérieuses ont été prises après l'odieux attentat de la rue des rosiers. La France a été à l'avant-garde de la défense des droits de l'homme : Afghanistan, Iran, Pologne encore sous le joug de la Junte militaire, Amérique Latine où

les meurtres se perpétuent au Salvador et au Guatemala. Et nous déplorons que Jean-Pierre Cot n'ait pas été maintenu à la tête du ministère de la coopération où il s'était révélé le brillant défenseur des droits de l'homme et l'animateur du développement. La France apporte une aide importante au Tiers Monde. Selon le rapport annuel de l'UNICEF, sur terre, un enfant meurt toutes les deux secondes. Sur 125 millions de nouveaux nés, en 1983, 17 millions d'entre eux seront morts avant leur cinquième anniversaire, tout simplement parce que la communauté mondiale juge trop élevé le prix d'un enfant, estimé à 100 dollars. 1981 a vu mourir chaque jour, dans le Tiers Monde 40 000 enfants. Quelle honte pour notre monde dit civilisé.

Un hommage solennel doit être rendu à l'UNICEF. Je terminerai ce papier sur le problème de l'enseignement. Alain Savary, ministre de l'Education nationale, fervent partisan du dialogue, ne veut rien imposer. Le Père Henry Madelin, Provincial des Jésuites n'a-t-il pas déclaré au journal "Le Monde" : Si le grand service public unifié, laïque permet le pluralisme, je suis d'accord". C'est bien ce pluralisme avec la spécificité propre à chaque établissement, sur le plan spirituel notamment, qui réalisera l'union de tous.

François Mitterrand n'a-t-il pas déclaré, à Loché : "Moi, ma philosophie personnelle profonde, qui sera la mienne jusqu'à mon dernier souffle, c'est le respect des consciences".

Après le changement du 10 mai 1981, voici encore l'espérance.

## BILLET DU PRESIDENT

Louis Perrin

**a** Vittel, fief centriste depuis 120 ans, les élections au scrutin de liste à la proportionnelle vont permettre de faire entrer une demi-douzaine de conseillers de gauche dans la municipalité. Ce sera un événement car les élections précédentes ne nous permettaient que de compter les voix de gauche. Il n'y avait aucun espoir d'obtenir un ou deux conseillers, malgré leur compétence et leur notoriété, avec cette mentalité bourgeoise des commerçants et des cadres de la Société des Eaux.

Quel sera le but de l'équipe restreinte qui va sortir, c'est-à-dire de 5 à 7 personnes sur 29 candidats à présenter?

La démocratisation de la vie municipale : essayer que certaines catégories sociales puissent s'exprimer et s'épanouir au sein de la cité (femmes, jeunes, immigrés) ; avoir un rôle d'incitation pour créer des emplois ; éviter la ségrégation pour cause d'urbanisme ; procurer les moyens à la population d'élaborer un projet d'ensemble dans l'organisation de la commune ; que les réunions du conseil ne soient plus préparées d'avance par les commissions, mais qu'il y ait une réelle discussion au sein du conseil municipal ; préparer chaque conseil par des recherches, des études et des actions ; enfin exercer un contrôle au sein du conseil pour éviter qu'il ne soit mené que par une seule tendance.

Les partis représentés comme prioritaires de la liste sont : le Parti Socialiste, le Parti Communiste et la Jeune République. Nous notons que notre camarade J-Luc Mangin de la Jeune République, sera de son côté présent sur la liste de la majorité présidentielle, à Auzainvillier. Nous espérons que, dans tous les coins de France où il y a des adhérents ou des militants J.R., ils seront présents sur la liste de la majorité présidentielle. Les militants J.R. doivent être un ferment pour tous les courants de gauche, car ils représentent, dans la Gauche, une pensée originale : le Socialisme Personnaliste.

Sans sectarisme, avec une tolérance totale vis-à-vis des opinions qui ne sont pas les nôtres, nous devons nous affirmer et être présents.

les élections municipales sont un des moyens préférentiels de nous faire connaître à la presse sans renier notre personnalité. Encore une fois, soyons présents dans les listes de la majorité présidentielle. Dans les municipales comme pour le soutien du Programme Commun de la Gauche et comme pour l'élection présidentielle.

La Jeune République doit apporter sa pierre pour la construction du socialisme, en commençant par la commune.

## SOUSCRIPTION NATIONALE

POUR QUE LE COURANT SOCIALISTE PERSONNALISTE PUISSE S'AFFIRMER DANS LE CADRE DE LA GAUCHE UNIE :

PAR AVANCE NOUS REMERCIONS LES SOUSCRIPTEURS DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.

**FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS**

«**e**n Amérique (U.S.A) on se prend en charge, ici on est pris en charge», écrit un économiste libéral. Certes il y a du vrai, mais si l'on suivait cette belle doctrine, on verrait bientôt la moitié des citoyens tendre leur chapeau à l'autre. Dès 1930 monsieur Jacques Duboin avait signalé ce fait, alors inouï, de la production croissant parallèlement au chômage. Deux grandes guerres et leurs millions de mobilisés au front et à l'arrière sont venus au secours du dollar! Ne peut-on trouver mieux comme remède? Aujourd'hui les polémiques partisans et les appétits politiques tourment autour du problème sans l'aborder de front. L'économie patauge dans ses statistiques et ses prudents pronostics, déclarant discrètement que la crise peut durer une quinzaine d'années. De remèdes, point: "laissons faire, laissons passer", selon l'antique formule.

Sans débouchés solvables l'économie libérale étouffe dans l'abondance; à côté, à part de modestes et rares exceptions, les capitalismes d'Etat, que sont les nations sur la voie du socialisme, ne font pas recette, et l'on est inquiet de voir des empires sous ce régime se procurer des denrées essentielles au dehors, du blé notamment, de façon permanente. Certes l'élimination du profit comme moteur anémie ces économies, mais nous pensons que le manque de liberté, d'initiative créatrice à l'échelle familiale et individuelle est encore plus déterminante, là comme ailleurs. A moins de se considérer comme le liquidateur d'une décadence jugée fatale, un Etat doit protéger et rénover les forces vitales de la paysannerie, source profonde de la force et du génie d'un peuple. Ne regrettons-nous pas déjà, devant le chômage sans issue, cette liquidation de la petite paysannerie au profit d'une industrialisation où la machine remplace toujours plus les hommes. Pendant ce temps nous importons en masse des produits fermiers, de la viande, tandis que nos fermes agrandies deviennent céréalières, sans bétail ni personnel. Une technocratie, sacrifiant l'homme et la nature, non à la production utile, mais au rendement monétaire, à l'argent, tue le bonheur et les raisons de vivre, et finalement le consommateur, soit la raison d'être de l'économie.

Que faire pour briser le carcan monétaire, ce nouvel esclavage? Allier au dynamisme de la production capitaliste celui d'une distribution socialiste à tous, des biens élémentaires, aujourd'hui surabondants, en fait ou en puissance, réserver au marché le rare, le superflu, le nouveau, régis par la monnaie classique, ne serait-ce pas la synthèse que réclame aujourd'hui la raison, la morale, l'économie malade? On aurait une monnaie thésaurisable classique, gagée sur nos grandes productions nationales: blé, vin, acier et or, puis d'autre part, un ensemble de bons, chéquiers,

Et d'abord dans nos vies personnelles, pourquoi travaillons-nous sinon pur nous procurer, ainsi qu'à nos proches, la nourriture, le vêtement, le logement, les soins médicaux, les moyens de déplacement, etc, et ces besoins essentiels peuvent être satisfaits surabondamment, par notre sol national. Est-il admissible alors que certains fassent des profits et des fortunes dans la production ou la distribution de ces biens essentiels, allant parfois jusqu'à altérer la qualité, et aussi les détruire pour créer la rareté, source du profit qui est le moteur essentiel et nécessaire du libéralisme économique? Solution de paresse pour l'Etat de laisser ces lois brutales régir l'économie des besoins vitaux. Certes la dureté et les exigences du travail dans bien des cas, les risques que l'on veut couvrir, fait que chacun s'accorderait sans scrupules des paies de sénateur! Il en est de même de l'ambition pour soi ou pour les siens, non freinés par des valeurs morales plus hautes. Comment donc éviter sur les biens et services vitaux toute spéculation monétaire et les assurer à tous selon leurs besoins réels et non solvables?

Le secteur économique distributif socialiste de sécurité comprendrait l'essentiel des biens que l'on retient pour évaluer le SMIC. Leurs éléments étant en distribution depuis leurs matières premières jusqu'à la distribution. La forêt, la pêche, l'agriculture familiale, les petites et moyennes industries, les commerçants y entreraient librement. Tous ces participants en seraient les premiers bénéficiaires. Plus de soucis pour l'écoulement de leurs production ou services. Les grands services nationalisés, Poste, SNCF et autres, lui fourniraient un apport plus ou moins important. Comme elles sont des entreprises capitalistes d'Etat, elles seraient dédommagées financièrement. Il en serait de même des grands latifundia agricoles céréaliers ou autres au rendement de 80 quintaux de blé par hectare, vraies industries mécanisées.

En dehors du secteur socialiste et des nationalisations, la masse des industries et entreprises agricoles moyennes jouent leur chance dans le secteur libre socialiste qui assure leur sécurité en cas de faillite ou chômage et de plus en plus, le droit de ses salariés à user de la distribution socialiste au-dessous d'un salaire minimum. En effet, tous les citoyens ont droit, en cas de besoin, aux biens et services du secteur socialiste de distribution. Tel est bien le cas des petits salariés du secteur libre et des grands monopoles nationalisés et de ceux qui sont écartés des circuits producteurs (chômeurs, vieillards, étudiants, mères au foyer, handicapés, etc.).

Ces cotisations et règlements de salaire en monnaie thésaurisable, versés au sec-

teur socialiste de sécurité, permet à celui-ci de distribuer à ses producteurs et ayants-droits des primes d'encouragement et d'orientation. Ces fonds reviennent normalement au marché libre ainsi ouvert à tous. Des entreprises pourraient participer aux deux secteurs économiques.

Les deux économies se soutiennent, évitant les catastrophes personnelles ou collectives, elles peuvent échanger, emprunter entre elles. L'Etat peut aider des entreprises du secteur libre en allégeant leurs règlements des salaires en bons que leur verse le secteur socialiste distributif. Chacun peut grandir ou diminuer selon le progrès technique. Elles garantissent l'indépendance nationale économique: nul produit étranger ne peut concurrencer des biens mis en distribution et dont la qualité est l'unique objectif.

Un service civique, englobant le service militaire, serait établi tant pour pallier le chômage que pour participer à la production socialiste, aux œuvres et travaux d'intérêt général. Notre économie dégagée du "carcan monétaire" permettrait dans l'échange fraternel en nature un retour à cette Afrique abandonnée même de ses enfants qui, des bleds désertés pour ses bidonvilles urbains, viennent peu à peu nous retrouver ici. Des fleuves géants coulent là-bas dans les déserts prêts à rendre fécondes des terres fertiles. L'eau voisine parfois les puits de pétrole du Sahara.

Le génie de notre peuple et le dynamisme de notre jeunesse inquiète pourraient reprendre là une œuvre immense de développement humain dans une société de nations libres et fraternelles, unies par une langue et une culture communes.

LA DÉMOCRATIE  
EST  
L'ORGANISATION  
SOCIALE  
QUI TEND A PORTER  
AU MAXIMUM  
LA CONSCIENCE  
ET LA  
RESPONSABILITÉ  
CIVILE  
DE CHACUN

Marc Sangnier

## La Jeune-République a pris position...

# ACTUALITÉ de l'HISTOIRE

Le livre de l'historien israélien, Zeev Sternhell, "Ni droite ni gauche" (Ed. du Seuil), l'inculpation par un juge d'instruction de Lyon de Klaus Barbie, l'émission télévisée de Claude Santelli "L'An quarante" ramènent dans le champs de la conscience collective le phénomène fasciste, dans sa complexité extrême.

L'idéologie fasciste, avec son culte du chef, ses appels à la violence, son obsession de l'ordre, son souci de rassembler classe ouvrière et milieu petit-bourgeois, sa haine du marxisme et du parlementarisme, son mépris de l'intelligence et de la culture, son apologie de la force brutale allant jusqu'à une négativité radicale, en font un cas particulier, distinct de la droite dite "bonapartiste" et très caractéristique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle.

En France, la bourgeoisie conservatrice a utilisé ces nerfs, quand la gauche et surtout le parti communiste présentaient une menace pour l'ordre établi, mais rejetait ces hommes de main lorsqu'elle était assurée de tenir le pouvoir. Si, en Allemagne, elle a mis Hitler en selle, il y a cinquante ans, elle ne l'a suivi, finalement, que d'assez loin, parfois avec répugnance.

Le fascisme est lié à la paupérisation des classes moyennes qui refusent de rejoindre le prolétariat et rêvent d'un Etat fort qui interdise les grèves aussi bien que les concentrations de capitaux. Il ne remet toutefois pas en cause les structures de la propriété privée des moyens de production.

A ces éléments économiques fondamentaux, s'ajoute un nationalisme exacerbé, le plus souvent xénophobe et antisémite, au nom de la pureté d'une race ou d'une ethnie. Cette sorte de puritanisme conduit à l'extermination de tout ce qui paraît s'écarter d'une norme rigide comme une barre de fer.

Lorsque certaines conditions sont historiquement réunies, le fascisme peut se répandre dans les masses et devenir, pour l'humanité, un fléau tel que le nazisme.

Se souvenir que l'épidémie n'éclate pas brusquement mais, à la suite d'un travail sournois, en quelques mois la terreur se propage et s'ouvrent les camps de concentration.

Lorsque Philippe Serre refusa de voter les pleins pouvoirs à Pétain, le 10 juillet 1940, à Vichy, il avait pleinement

conscience, ainsi qu'il le rappelait en février à la télévision, que cette démission de l'Assemblée Nationale entre les mains d'un chef tout puissant, n'avait aucun rapport avec le vote des "pleins pouvoirs" à un gouvernement, afin que, pour un temps limité, il prenne les décisions que la situation impose. En prenant position, avec quatre-vingts autres parlementaires, dont la totalité des députés J.R. présents, contre l'abandon

total, Philippe Serre sauvait "l'âme" de la démocratie et de la France, comme au même moment, Maurice Schumann à Londres, aux côtés du Général de Gaulle.

Quelques actes de fermeté manifestés à temps et à contre-temps, s'ils n'empêchent pas toujours la catastrophe, sauvegardent l'essentiel comme ils annoncent et préparent l'avenir.

Claude-Roland Souchet

## TRIBUNE LIBRE FR3 POUR LA JR...

Le 12 janvier, la Tribune Libre FR3 pour la Jeune République a été diversement présentée par la presse. Selon Télé 7 Jours, la Tribune Libre de Jean-Claude Couray passe les "Jeunes Républicains" (sic), réalisation de Daniel Tomasi. Gérard Brissé secrétaire général adjoint du parti et Marcelle Souchet-Leconte présentent leur parti, et ses objectifs pour 1983. Le Monde du 12 janvier cite simplement : "Jeune République à la 3<sup>e</sup> chaîne". L'Humanité a mentionné cette Tribune Libre de la J.R. alors qu'elle indique rarement les tribunes de cette émission. Télé Poche annonce : "La Jeune République, fondée en 1912 par Marc Sangnier", à côté d'un portrait de Marc Sangnier, et précise que la Jeune République "soutient le gouvernement actuel et se réclame d'un socialisme soucieux du respect de la personne et de sa culture". Télé Poche mentionne les deux participants : Gérard Brissé et Marcelle Souchet.

Au cours de l'émission, Marcelle Souchet rappelle qu'elle a participé, en 1981, au Comité de soutien à la candidature de François Mitterrand à la présidence de la république. Puis, à travers son action militante, notre camarade a précisé aux téléspectateurs les nombreux rassemblements et les nombreuses actions auxquelles elle a participé, au nom de la Jeune République : cartel des transports en commun, lutte pour la paix en Algérie, pour la paix au Vietnam, et tout récemment encore, en faveur de Lech Valesa.

Dans le cadre du Programme Commun de la Gauche, elle a participé à la campagne pour les élections législatives de 1973. Revenant à l'actualité, notre camarade cite deux articles du préambule aux statuts du Parti de la Jeune République qui concernent les femmes :

art. 2 - Le Socialisme Personnaliste implique la participation de tous les citoyens à la vie économique et politique, les femmes comme les hommes, dans le sens d'un plein épanouissement de la personne humaine.

art. 8 - La Jeune République se prononce pour la promotion et la libération de la femme, afin de réaliser une égalité effective entre l'homme et la femme.

Ceci implique : la révision des manuels scolaires vers une autre image de la femme, des prestations familiales dès le premier enfant jusqu'au dernier d'âge scolaire ou universitaire.

Ceci implique le droit à la détente, aux loisirs pour tous, hommes et femmes.

Ceci implique le droit au travail et à la retraite pour tous, hommes et femmes, sans exclusive.

Ceci implique des stages professionnels et de recyclage pour tous.

En deuxième partie de cette émission télévisée, Gérard Brissé a développé les 15 points du programme d'action actuel de la Jeune République (voir le n° 124 de J.R. et l'article qu'il a écrit page 3 de ce numéro).